

Jean POPEREN

Ancien secrétaire de Tribune du Communisme

NOTRE tentative pour donner aux problèmes français une solution neuve est venue de la conscience d'une situation entièrement nouvelle.

D'abord, le caractère profond de la crise politique française. Sa gravité tient de toute évidence à l'inadaptation des institutions et des règles politiques traditionnelles avec une société qui se transforme rapidement. Mais celle-ci à son tour se transforme moins vite que ne se développent les forces productives. Le bond en avant de la production française depuis dix ans, l'essor qui risque de se précipiter, des forces productrices, bien loin de s'atténuer, accélère l'inadaptation du régime social et institutionnel. Or, les partis de la gauche traditionnelle, pour révolutionnaires qu'ils se proclament ne se sont pas préparés à une crise de ce genre-là. Ils n'ont de recette que pour de grands cataclysmes du genre de ceux qui ont caractérisé la première moitié du siècle: guerre mondiale ou crise économique mondiale. Mais comme on aime à le dire ici et là, « les faits sont têtus ». Et puisqu'à ces faits la gauche traditionnelle n'a apporté ni explication ni remède, la droite offre les siens.

Car, nous savons que, d'une situation révolutionnaire, la révolution ne sort pas nécessairement. Les forces du passé ont toujours en réserve ce que l'Histoire, indulgente, appelle ensuite « despotisme éclairé ». Et ce despotisme-là, sous les faux clinquants de la rénovation et de la modernisation s'emploie surtout à maîtriser les contradictions et à soulager les plaies de l'ancien régime. C'est de cette conjonction de forces du passé qu'est née la V^e République, conjonction précaire, lourde de ruptures et de nouveaux déchirements, chargée d'un sombre avenir de révolutions de palais, de pronunciamientos militaires et d'intrigues policières. Il y aura d'autres 24 janvier, différents sans doute dans la forme, mais inévitables produits de la logique du système.

Mais ces antagonismes se développent au sein de l'ancienne société, et non pas contre elle. De Gaulle n'est pas là pour transformer l'ancienne société, mais pour la défendre. La solidarité du régime avec le grand capital n'est pas douteuse, mais ni le régime politique ni le grand capital ne mèneront jusqu'au bout, en dépit de conflits subalternes, la lutte contre ces éléments de la moyenne bourgeoisie qui, en France, ont constitué durant un siècle et demi la principale base stable des divers régimes politiques, l'assise essentielle de l'« ordre établi ». Il est vrai que l'essor rapide des forces productives rogne de plus en plus la part des petits capitalistes, des producteurs marginaux ; mais entre ces éléments marginaux et le grand capital, il n'y aura jamais rupture totale, il y aura en fin de compte compromis car en définitive, et pour des raisons qui tiennent à la structure sociale propre à la France et à son histoire, ils sont solidaires. Pas davantage le conflit ne peut aller jusqu'au bout avec le colonat nord-africain ou avec l'armée, qui apparaît comme une réalité politique propre dans la France d'aujourd'hui.

Cet essai d'analyse nous semble d'un intérêt plus qu'académique, car certaines déterminations du nouveau parti en dépendent.

D'abord la définition même de la base sociale et politique de ce parti : les travailleurs, les travailleurs salariés, ouvriers, cadres, techniciens, employés, fonctionnaires. C'est à leurs dépens que se règle l'addition. Victimes des appétits du grand capital, mais aussi de ceux des secteurs marginaux et encore des exigences de l'armée et des colons. Ce sont ceux-là qui n'accèdent que très lentement au bien-être, à un rythme très inférieur à la croissance de la production et à l'extension des besoins. Car chaque époque se crée de nouveaux besoins, et il ne suffit pas que la classe ouvrière dans sa masse échappe au chômage et à une misère moyenâgeuse pour que le compte y soit. D'autres exigences naissent que ce régime politique pas plus que le précédent ne peut satisfaire. La paysannerie travailleuse aussi est victime de cette situation, elle à qui on conseille de s'aider elle-même, mais dont les éléments jeunes les plus conscients commencent à comprendre que l'issue est dans l'alliance socialiste des travailleurs, et non du côté des néo-poujadistes ruraux. Voilà les forces disponibles et aujourd'hui éparses, voire désorientées.

BEAUCOUP d'efforts seront nécessaires avant que la contre-offensive soit possible, avant que soit surmontée la situation créée par le 13 mai et qui a aggravé la disposition et le rapport des forces aux dépens de la gauche. Nous n'en sommes pour l'instant qu'à faire la chaîne de toutes les bonnes volontés pour limiter les conséquences de l'instauration du pouvoir gaulliste: liquidation des garanties politiques et judiciaires de la démocratie bourgeoise, effort systématique de destruction de toute vie politique et grâce au quasi monopole de l'Information, de toute réflexion, de toute conscience politique : pour quelques publications, pour quelques organisations comme la Ligue des Droits de l'Homme qui mènent courageusement la bataille qu'on songe à la pression écrasante de l'information et de la non-information officiel ou officieuse : à ceux qui nous disent « ce n'est pas le fascisme », nous demandons où irions-nous si cela devait durer des années, si la nouvelle génération grandissait dans ce climat ? Et enfin, il y a le rôle de la hiérarchie ecclésiastique dans cet effort général de prise en main de l'opinion, une hiérarchie d'autant plus intransigeante et exigeante que plus nombreux sont les travailleurs catholiques qui combattent du côté du progrès et des forces de l'avenir.

De toute façon nous savons que rien de décisif ne sera possible, que le renversement de tendance ne peut guère se concevoir tant que dure la guerre d'Algérie. Les événements de ces derniers mois ont dissipé à cet égard bien des illusions qui cheminaient jusque dans les rangs de la gauche la plus combative. Peut-être la guerre use-t-elle le régime ou du moins sa popularité mais le régime se nourrit de la guerre d'Algérie. La nation en crise permanente c'est une conjoncture idéale pour le gaullisme, la justification de son intervention paternaliste. Sans drame il n'y aurait pas besoin de « miracle » gaulliste. Un Pinay ou un Mollet y suffirait. Aujourd'hui chacun comprend qu'il faudra peser plus fort que les conjurés de la guerre permanente, et qu'en pesant plus fort on entrera en conflit ouvert avec le régime. Personne parmi nous n'a jamais écarté l'idée de soutenir un compromis même conclu par le pouvoir gaulliste. Pourquoi aurions-nous été plus intransigeants que les combattants algériens, seuls juges de leurs propres intérêts qui sont que cette guerre cesse, sans jamais perdre de vue nue la seule solution juste et durable est l'indépendance de l'Algérie. Mais aujourd'hui, c'est l'idée du compromis qui paraît écartée. Alors nous disons très fermement qu'il est temps que toutes les forces de la gauche

soient jetées dans cette bataille, que le nouveau parti devra prendre ici l'initiative, qu'il devra proposer des méthodes de propagande et d'action propres à transformer en volonté présente la déception et le mécontentement d'une opinion qui a été bernée.

Au demeurant, engageant cette première bataille nous affronterons dès ce moment les forces qu'il nous faudra vaincre pour parvenir au triomphe de la démocratie socialiste. Nous serons déjà en quelque sorte dans le vif du sujet. Il pourra en coûter un premier effort sur nous-mêmes, car nous avons pris plus ou moins les uns et les autres de mauvaises habitudes. En tous cas pour des raisons que notre groupe a sérieusement analysées et sur lesquelles il faudra revenir, la Gauche s'est laissée aller dans son ensemble à de mauvaises habitudes. Il ne faut pas ruser par exemple avec cette réalité qu'est l'armée de métier française d'aujourd'hui. On dit parfois: « Il y a des officiers républicains dans cette armée de métier ». Sans doute et il est bon qu'ils se sentent encouragés, soutenus. Mais un Parti socialiste se doit d'analyser ce qu'est cette armée en tant que corps, du fait de son recrutement, de ses traditions, de son histoire récente et notamment de quinze années de guerre coloniale. En estompant cette notion qu'elle est, en tant que corps, une des forces politiques essentielles de la réaction on sème la confusion chez les travailleurs, on laisse en fait le champ libre à l'exaltation frénétique de l'armée, de ses hommes, et de son rôle. Il nous faudra ici plus d'intransigeance que n'en a montré la Gauche depuis la Libération.

Nous serons contraints aussi à définir plus rigoureusement ce qu'on appelle l'« intérêt national ». L'intérêt national, c'est l'intérêt de cette partie opprimée et laborieuse de la nation qu'est le peuple. Militants venus du communisme, nous n'accepterons plus qu'on enveloppe n'importe quelle marchandise dans la formule commode de l'intérêt national car cet intérêt national mal compris a été au cours de notre expérience passée la justification des pires errements. Nous avons vu citer complaisamment les thèses de M. Debré, voire même celles de M. Soustelle, sous prétexte que le premier était contre le Pacte Atlantique ou le second contre la C.E.D. Même pour une bonne cause on ne prend pas n'importe quels alliés, on n'emploie pas n'importe quels slogans. Car à ce jeu inmanquablement M. Debré, M. Soustelle ont gagné. Le « ronron » nationaliste moulu à gauche a explosé dans cette crise affreuse de chauvinisme que nous avons subie au

moment du 13 mai et de l'été 58. Il faut en finir avec la surenchère nationaliste qui ne profite qu'à la droite, qui est l'arme idéologique principale de la réaction. Quand nous aurons su construire la France socialiste et démocratique, alors on verra bien qu'en effet nous sommes les meilleurs éléments de la nation. Soyons dès maintenant résolument socialistes et démocrates.

UNE crise a travaillé depuis des années le mouvement ouvrier français. Elle s'est approfondie au fur et à mesure que se confirmait l'échec de la libération: elle a atteint son paroxysme quand ce pays qui avait donné la majorité au socialisme en 1945-46, qui avait offert le pouvoir aux socialistes, céda au coup de force gaulliste. Sous le choc des militants d'origines diverses et d'autres qui jusque-là n'étaient pas militants parvinrent à une conscience claire des causes réelles et profondes de l'échec et à une première approximation des remèdes.

Ainsi s'est cristallisée la force qui s'affirme aujourd'hui.

Mais cela signifie que tout commence vraiment maintenant. En soi, la création d'une force politique nouvelle, si dynamique soit-elle, si puissante qu'elle devienne, ne résoudra rien. Sans doute faut-il d'abord grandir, se renforcer, tenir sa place. Mais s'il ne devait s'agir que d'occuper un secteur du paysage politique traditionnel de la gauche, alors rien de décisif ne serait changé de cette impuissance, de cette division qui nous ont conduits au désastre. Notre conception du nouveau parti et de son jeu politique doit être dynamique. Le principe essentiel de notre action doit être que le renforcement du parti, sa cohésion croissante soient le levier irrésistible qui fera sauter les barrières, qui forcera les interdits des préjugés et du dogmatisme. Ce sera une entreprise longue et difficile. Mais il n'est d'autre chemin, pas d'autre recette. Il faut l'entreprendre très vite sans préjugé paralysant à l'endroit de ces deux secteurs considérables de l'opinion qu'influencent la S.F.I.O. et le P.C.F. Car ces deux forces existent. Elles demeurent des réalités solides.

Il y aurait le plus grand péril à conclure de leur paralysie, à leur inévitable et rapide dépérissement politique. Les fidélités politiques en France sont plus tenaces et les masses ne se détournent pas aisément de ceux qu'elles ont eu, dans un passé plus ou moins lointain, des raisons valables de suivre.

Mais en revanche, ces masses sentent confusément qu'il faut surmonter enfin une absurde division, que les événements récents ont encore aggravée mais dont les causes profondes apparaissent artificielles: artificielles parce qu'elles ne prennent en rien appui sur la réalité sociale de la France actuelle, parce qu'elles prolongent un débat désormais anachronique. Refusons résolument ce débat, refusons aussi la querelle des responsabilités: les responsabilités des chefs molletistes et celle des chefs thoréziens sont dialectiquement liées.

Mais posons devant les masses que l'union, sans exclusive, de toute la gauche socialiste, est historiquement possible et nécessaire.

La première démarche de ce grand dessein, c'est de prendre partout où nous en serons capables et d'abord sur les questions essentielles, l'initiative d'actions unies. Nous savons que certains de nos camarades venus de la S.F.I.O. ou même de l'U.G.S., redoutent l'unité d'action. Nous voulons leur dire que, si leurs craintes ont pu avoir quelques fondements, les choses aujourd'hui, là aussi, ont changé et, à cela se mesure déjà la force de rayonnement et les virtualités du nouveau parti. Des élections récentes l'ont montré et notamment le beau succès de notre camarade Brau. Mais aussi l'orientation donnée par des éléments proches de notre nouveau parti, à l'action de Comités pour la négociation en Algérie, ou de luttes revendicatives victorieuses dans de grandes entreprises comme la Thomson ou Lacq, ou encore l'alliance féconde qui s'est manifestée de deux courants unitaires pour la direction du syndicat de l'enseignement secondaire de l'Académie de Paris.

En déployant encore plus d'audace, nous répondrons à une attente générale, chaque jour plus impatiente, et nous gagnerons. Et le nouveau parti gagnera en effectifs et influence.

Mais cette tactique unitaire ne saurait être détachée de notre stratégie générale: en ce sens, elle n'est pas inconditionnelle. Cela veut dire en premier lieu qu'elle ne saurait servir à épauler une stratégie générale qui n'est pas la nôtre, qui nous paraît erronée du point de vue de l'intérêt du mouvement ouvrier français et qui entraîne à des alliances contre nature: nous aurons tout intérêt à nous montrer réservés par exemple devant tel comité où nous rencontrerions le président du groupe parlementaire U.N.R., M. Schmittlein, sous pré-

texte qu'il est favorable aux échanges entre les peuples ; libre aussi au Mouvement de la Paix de donner la priorité aux négociations de Genève ou au problème allemand, nous pensons, nous, que la question décisive en France c'est la guerre d'Algérie et non une invasion allemande.

Mais surtout l'action unie est inséparable d'une franche et permanente confrontation idéologique. C'est la condition du progrès du mouvement et à ce niveau, la formule des dirigeants du Parti communiste « écartons ce qui nous divise » n'a pas de sens. Il faut au contraire qu'entre des gens poussés à la vie politique par le même idéal socialiste, progresse le débat des idées. Là encore, parce que nous sommes novateurs, nous n'avons rien à redouter. Déjà le dégel a commencé et quoi que fassent ses adversaires, cette tendance est irréversible. Ceux des anciens militants communistes qui hésitent encore à nous rejoindre, ceux même qui ont résolu de demeurer militants du P.C.F. et qui en approuvent la politique, exigent en tout cas que ce débat s'élargisse et s'enrichisse. Tous comptent sur le nouveau parti pour en accélérer les progrès. Nous devons sans tarder, organiser à cette fin l'Université Socialiste, centre de recherche, de documentation, d'information dont l'influence peut être déterminante sur la réalité politique mouvante d'aujourd'hui.

Chers Camarades, au terme de cette première étape, les chances de notre entreprise se sont afferemies. Mais le dessein est vaste et ambitieux. Avec l'énergie, la lucidité et le courage de tous, avec l'afflux d'immenses forces disponibles, nous irons vers l'indispensable unité du mouvement socialiste.